PONT DE KERTCH

DÉTROIT DE KERTCH, CRIMÉE OCCUPÉE · 2018 – 17 NOVEMBRE 2026

LE PONT DE KERTCH : CONSTRUIT SANS CONSENTEMENT, BRISÉ LE 17 NOVEMBRE

La Russie a construit un pont routier et ferroviaire de 19 km à travers le détroit de Kertch, de son propre territoire vers la Crimée occupée, sans le consentement de l'Ukraine. L'Assemblée générale des Nations Unies a condamné sa construction et son ouverture ; l'UE a sanctionné les entreprises qui l'ont construit. L'Ukraine le considère comme une voie d'approvisionnement des forces russes en Crimée et dans le sud et l'a frappé à plusieurs reprises depuis 2022. Dans la nuit du 16 au 17 novembre 2026, son arche routière au-dessus du chenal de navigation est tombée dans la mer, et la Russie a suspendu le trafic routier et ferroviaire.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

19 km

pont routier et ferroviaire reliant la Russie à la Crimée occupée ; route ouverte le 15 mai 2018, voie ferrée le 23 déc. 2019 C

RFE/RL, 23 déc. 2019

66–19

vote de l'Assemblée générale sur la résolution 73/194, qui a condamné la construction et l'ouverture du pont (72 abstentions) A

Communiqué de presse de l'ONU GA/12108 ; A/RES/73/194, 17 déc. 2018

6

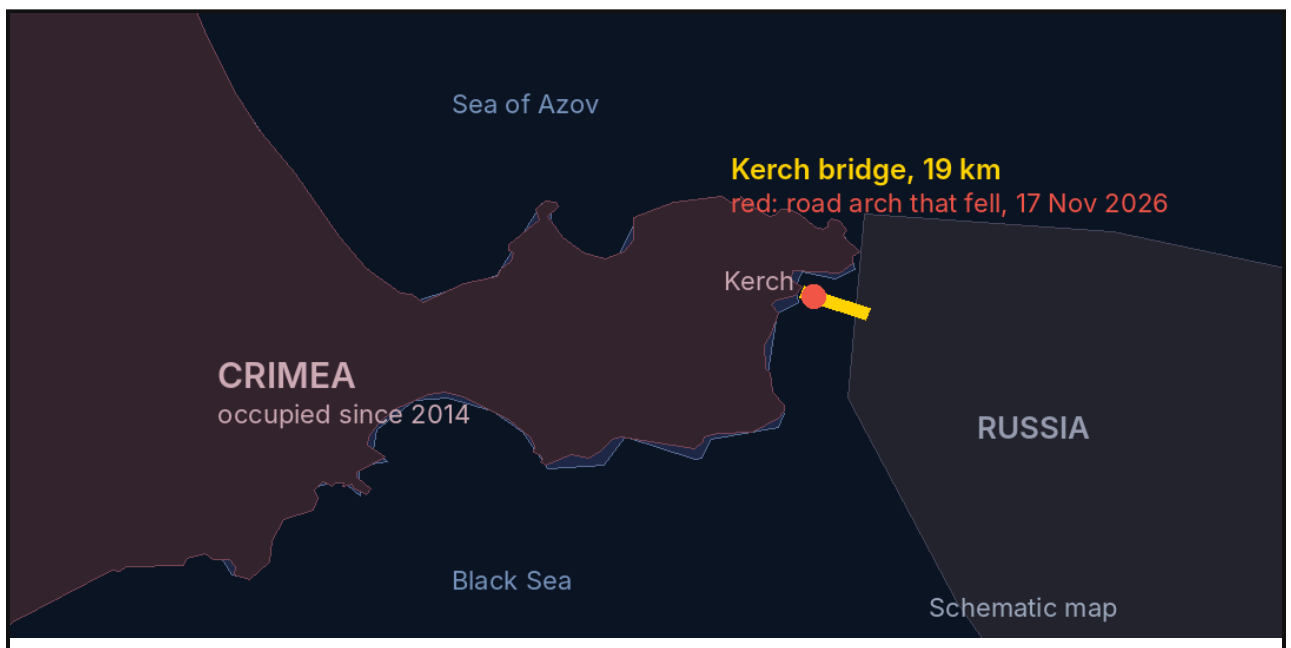
entreprises russes placées sous sanctions de l'UE pour la construction du pont B

Conseil de l'UE, 31 juil. 2018, via Euronews

5

frappes contre le pont recensées dans ce dossier, octobre 2022 – novembre 2026 — dérivé C

Décompte du Hub : 8 oct. 2022, 17 juil. 2023, 3 juin 2025, 16 nov. et 16–17 nov. 2026 ; sources dans la chronologie



L'ESSENTIEL

Construit sans consentement. La Russie a construit le pont à travers un détroit qu'elle partage avec l'Ukraine après avoir occupé la Crimée en 2014 ; l'Ukraine n'y a pas consenti. L'Assemblée générale des Nations Unies a condamné sa construction et son ouverture (A/RES/73/194, 17 déc. 2018), et l'UE a sanctionné six entreprises qui l'ont construit (31 juil. 2018).

Une barrière sur la mer. L'Ukraine a objecté que le faible tirant d'air du pont entravait la navigation à destination et en provenance de ses ports de la mer d'Azov. Le 25 novembre 2018, les forces russes ont ouvert le feu sur trois navires de la marine ukrainienne et les ont saisis avec 24 militaires alors qu'ils tentaient de passer sous le pont ; le TIDM a ordonné leur libération (25 mai 2019). L'Assemblée générale a constaté une « entrave intentionnelle à la circulation dans le détroit de Kertch » (A/RES/74/17).

Une cible dans la guerre. L'Ukraine considère le pont comme une voie d'approvisionnement des forces russes en Crimée et dans le sud et le frappe depuis octobre 2022. Dans la nuit du 16 au 17 novembre 2026, l'arche routière au-dessus du chenal de navigation est tombée dans la mer, et le ministère russe des Transports a suspendu le trafic routier et ferroviaire (Service de sécurité de l'Ukraine ; ministère russe des Transports).

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

CONSTRUCTION ET OUVERTURE CONDAMNÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES (A/RES/73/194) ; SAISIE DE NAVIRES DANS LE DÉTROIT — ORDONNANCE DE LIBÉRATION DU TIDM — ÉTABLI

LE PONT, INSTRUMENT DE L'OCCUPATION : CONSOLIDATION DU CONTRÔLE SUR LA CRIMÉE, ENTRAVE AU PASSAGE PAR LE DÉTROIT — TENDANCE

UKRAINE : UNE CONSTRUCTION ILLÉGALE SUR SON TERRITOIRE ET UNE CIBLE MILITAIRE · RUSSIE : « TERRORISME » — POSITION

Établi. L'Assemblée générale des Nations Unies a condamné la construction et l'ouverture du pont du détroit de Kertch par la Fédération de Russie (A/RES/73/194, 17 déc. 2018, 66–19–72) et a ensuite constaté l'entrave intentionnelle à la circulation dans le détroit de Kertch (A/RES/74/17, 9 déc. 2019). Le TIDM a ordonné à la Russie de libérer les trois navires de la marine ukrainienne et les 24 militaires saisis près du pont (25 mai 2019). **Tendance.** Le pont a consolidé l'occupation de la Crimée, selon les termes du Conseil de l'UE en 2018, et a servi à contrôler le passage par le détroit. **Position.** L'Ukraine le considère comme une construction illégale sur son territoire et une cible militaire ; la Russie qualifie les frappes de terrorisme.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Aucune reconnaissance de l'occupation de la Crimée et aucun allègement des sanctions tant qu'elle dure ; maintenir les sanctions contre toute entreprise qui a construit, entretient ou répare le pont, et respecter la liberté de navigation dans le détroit de Kertch.

Sources : A — Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/262 (27 mars 2014), A/RES/73/194 (17 déc. 2018 ; communiqué de presse GA/12108), A/RES/74/17 (9 déc. 2019) ; TIDM, ordonnance du 25 mai 2019. B — Conseil de l'UE, 31 juil. 2018 (via Euronews) ; Service de sécurité de l'Ukraine (2023, 2025, 17 nov. 2026) ; Président de l'Ukraine, 17 nov. 2026 (via Ukrainska Pravda). C — RFE/RL, 23 déc. 2019 ; Euromaidan Press, 27 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; Ukrainska Pravda, 17 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; The Moscow Times, 3 juin 2025 ; accord du 24 déc. 2003 (traduction non officielle). RU — V. Poutine, 9 oct. 2022 (AP via Courthouse News Service) ; kremlin.ru, 15 mai 2018 ; S. Axionov, 16–17 nov. 2026 ; ministère russe des Transports, 17 nov. 2026. Tous consultés le 17 nov. 2026.

PONT DE KERTCH
V1.1 · 17 NOV 2026 · LIVE VERSION AND CORRECTIONS LOG ON THE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

PONT DE KERTCH COMMENT IL A ÉTÉ CONSTRUIT

UN PONT SUR LE DÉTROIT D'UN AUTRE

Le détroit de Kertch relie la mer Noire à la mer d'Azov, sur laquelle se trouvent les ports ukrainiens de Marioupol et de Berdiansk. La Crimée, sur la rive ouest, est sous occupation russe depuis 2014. Le pont s'étend sur 19 km, de la péninsule russe de Taman jusqu'à Kertch.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

24 déc. 2003	L'Ukraine et la Russie conviennent que les navires marchands et les navires de guerre des deux États jouissent de la liberté de navigation dans la mer d'Azov et le détroit de Kertch. C — Accord de coopération sur l'utilisation de la mer d'Azov et du détroit de Kertch, art. 2(1)
févr.-mars 2014	La Russie occupe la Crimée ; l'Assemblée générale affirme l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. A — Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/68/262, 27 mars 2014
15 mai 2018	Vladimir Poutine ouvre la section routière du pont. C — kremlin.ru, 15 mai 2018 ; RFE/RL
31 juil. 2018	L'UE sanctionne six entreprises qui ont construit le pont pour avoir soutenu « la consolidation du contrôle de la Russie sur la péninsule de Crimée annexée illégalement ». B — Conseil de l'UE, via Euronews, 31 juil. 2018
25 nov. 2018	Des navires des garde-côtes russes bloquent trois navires de la marine ukrainienne, ouvrent le feu et les saisissent avec 24 militaires dans le détroit. A — TIDM, ordonnance du 25 mai 2019
17 déc. 2018	L'Assemblée générale condamne la construction et l'ouverture du pont (66 voix pour, 19 contre, 72 abstentions). A — Communiqué de presse de l'ONU GA/12108 ; A/RES/73/194
25 mai 2019	Le TIDM ordonne à la Russie de libérer immédiatement les navires et les 24 militaires (19 voix contre 1). A — TIDM, ordonnance du 25 mai 2019
23 déc. 2019	Ouverture du trafic ferroviaire ; l'UE déclare que cette ouverture constitue une nouvelle violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C — RFE/RL, 23 déc. 2019
8 oct. 2022	Une explosion fait s'effondrer des travées routières du pont ; en juillet 2023, le chef du Service de sécurité de l'Ukraine déclare que celui-ci a mené l'opération. B — SBU, via Euromaidan Press, 27 juil. 2023
17 juill. 2023	Des drones navals endommagent une travée routière ; le Service de sécurité et la marine de l'Ukraine revendiquent l'attaque. C — Ukrainska Pravda, 17 juil. 2023
3 juin 2025	Des charges sous-marines équivalant à 1 100 kg de TNT explosent au niveau des piles du pont ; le Service de sécurité de l'Ukraine revendique l'opération et affirme qu'aucun civil n'a été blessé. B — SBU, via The Moscow Times, 3 juin 2025
16 nov. 2026	Le pont est touché ; Sergueï Axionov, chef de la Crimée installé par la Russie, déclare que la circulation est limitée, puis qu'elle reprend en alternance. LA RUSSIE AFFIRME — S. Axionov, via Euromaidan Press, 17 nov. 2026
16-17 nov. 2026, nuit	L'arche routière au-dessus du chenal de navigation et la travée routière qu'elle portait tombent dans la mer. Le Service de sécurité de l'Ukraine parle de la septième étape d'une opération d'un mois ; le Président de l'Ukraine indique que des missiles-drones Palianytsia ont frappé la section routière et que des missiles Neptune, des drones Ruta et FP-5 et un missile Flamingo ont visé la section ferroviaire. B — SBU ; Président de l'Ukraine, via Ukrainska Pravda, 17 nov. 2026
17 nov. 2026	Ministère russe des Transports : le trafic routier et ferroviaire sur le pont est « temporairement suspendu ». LA RUSSIE AFFIRME — Ministère russe des Transports, via Ukrainska Pravda, 17 nov. 2026
17 nov. 2026	Since this file: the Kremlin says the bridge will be restored, "even better than before"; Russia's Investigative Committee opens a terrorism case; Russian officials report no casualties, preliminarily. LA RUSSIE AFFIRME — D. Peskov, via the Kyiv Post; Russian Investigative Committee and Transport Ministry, via Türkiye Today, 17 Nov 2026

CE QUE MONTRENT LES FAITS

La Russie a entrepris le pont après avoir occupé la Crimée. Vladimir Poutine a ouvert la section routière le 15 mai 2018 et le trafic ferroviaire le 23 décembre 2019 (kremlin.ru ; RFE/RL). L'Ukraine n'y a pas consenti ; le département d'État américain a déclaré qu'il avait été construit « sans l'autorisation du gouvernement de l'Ukraine » (via RFE/RL).

L'UE a sanctionné six constructeurs le 31 juillet 2018 — Mostotrest, VAD, Giprotransmost (GPSM), le chantier naval Zaliv, Stroygazmontazh (SGM) et Stroygazmontazh Most — pour avoir consolidé le contrôle de la Russie sur la Crimée (Conseil de l'UE).



Ouverture de la section routière du pont de Kertch, 15 mai 2018. Photo : kremlin.ru · CC BY 4.0 · via

CE QU'IL A FAIT À LA MER

L'Ukraine a objecté que le faible tirant d'air du pont entravait la navigation à destination et en provenance de ses ports (RFE/RL, 23 déc. 2019).

Le 25 novembre 2018, trois navires de la marine ukrainienne qui tentaient de rejoindre Berdiansk ont été bloqués sous le pont, visés par des tirs et saisis avec 24 militaires (ordonnance du TIDM). L'Assemblée générale a ensuite constaté une « entrave intentionnelle à la circulation dans le détroit de Kertch » (A/RES/74/17).

Sources : A — Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/262 (27 mars 2014), A/RES/73/194 (17 déc. 2018 ; communiqué de presse GA/12108), A/RES/74/17 (9 déc. 2019) ; TIDM, ordonnance du 25 mai 2019. B — Conseil de l'UE, 31 juil. 2018 (via Euronews) ; Service de sécurité de l'Ukraine (2023, 2025, 17 nov. 2026) ; Président de l'Ukraine, 17 nov. 2026 (via Ukrainska Pravda). C — RFE/RL, 23 déc. 2019 ; Euromaidan Press, 27 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; Ukrainska Pravda, 17 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; The Moscow Times, 3 juin 2025 ; accord du 24 déc. 2003 (traduction non officielle). RU — V. Poutine, 9 oct. 2022 (AP via Courthouse News Service) ; kremlin.ru, 15 mai 2018 ; S. Axionov, 16–17 nov. 2026 ; ministère russe des Transports, 17 nov. 2026. Tous consultés le 17 nov. 2026.

PONT DE KERTCH LES PREUVES, PAR NIVEAU

DEUX RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE, UNE ORDONNANCE D'UN TRIBUNAL, DES SANCTIONS

L'illégalité du pont repose sur des constats de niveau A concernant l'occupation de la Crimée et le pont lui-même. Les attaques de 2022–2026 reposent sur des déclarations de responsables ukrainiens et russes.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

Assemblée générale des Nations Unies : A/RES/68/262 (27 mars 2014) sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; A/RES/73/194 (17 déc. 2018) condamnant la construction et l'ouverture du pont du détroit de Kertch ; A/RES/74/17 (9 déc. 2019) sur l'entrave à la circulation dans le détroit. A

TIDM, ordonnance du 25 mai 2019 (19 voix contre 1) : libération des trois navires et des 24 militaires saisis dans le détroit. A

ENQUÊTE UKRAINIENNE

Conseil de l'UE, 31 juil. 2018 : six entreprises sanctionnées pour la construction du pont. B

Service de sécurité de l'Ukraine et Président de l'Ukraine, 17 nov. 2026 : la section routière détruite lors d'une opération en plusieurs étapes ; déclarations antérieures du SBU sur 2022 et 2025. B

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

RFE/RL, 23 déc. 2019 : longueur, dates d'ouverture, réactions occidentales. C

Euromaidan Press, Ukrainska Pravda, The Moscow Times : attaques de 2023, 2025 et 2026, et déclarations de responsables russes. C

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS

Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
19 km	longueur du pont routier et ferroviaire	RFE/RL, 2019 · C
66–19	vote de l'Assemblée générale, A/RES/73/194	ONU · A
6	constructeurs sanctionnés par l'UE	Conseil de l'UE · B
5	frappes recensées dans ce dossier — dérivé	Décompte du Hub · C

Les bilans humains des attaques ne font pas partie de ce dossier. Les déclarations russes sont marquées RU et ne sont pas traitées comme des faits. L'état de la section ferroviaire après le 17 novembre n'est pas encore confirmé par une source indépendante.

Sources : A — Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/262 (27 mars 2014), A/RES/73/194 (17 déc. 2018 ; communiqué de presse GA/12108), A/RES/74/17 (9 déc. 2019) ; TIDM, ordonnance du 25 mai 2019. B — Conseil de l'UE, 31 juil. 2018 (via Euronews) ; Service de sécurité de l'Ukraine (2023, 2025, 17 nov. 2026) ; Président de l'Ukraine, 17 nov. 2026 (via Ukrainska Pravda). C — RFE/RL, 23 déc. 2019 ; Euromaidan Press, 27 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; Ukrainska Pravda, 17 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; The Moscow Times, 3 juin 2025 ; accord du 24 déc. 2003 (traduction non officielle). RU — V. Poutine, 9 oct. 2022 (AP via Courthouse News Service) ; kremlin.ru, 15 mai 2018 ; S. Axionov, 16–17 nov. 2026 ; ministère russe des Transports, 17 nov. 2026. Tous consultés le 17 nov. 2026.

PONT DE KERTCH
V1.1 · 17 NOV 2026 · LIVE VERSION AND CORRECTIONS LOG ON THE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

PONT DE KERTCH RESPONSABILITÉ

QUI L'A CONSTRUIT, QUI L'EXPLOITE

Le pont est un projet de l'État russe, et ses constructeurs sont sous sanctions de l'UE. L'Ukraine affirme avoir mené contre lui les frappes de 2022–2026.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
La Fédération de Russie	A construit et ouvert le pont vers la Crimée occupée ; l'a utilisé pour contrôler le passage par le détroit	Assemblée générale, A/RES/73/194 et 74/17	—
Vladimir Poutine Président de la Fédération de Russie	A ouvert la section routière (15 mai 2018) et le trafic ferroviaire (23 déc. 2019)	—	—
Six entreprises de construction	Ont construit le pont (Mostotrest, VAD, GPSM, Zaliv, SGM, Stroygazmontazh Most)	—	Sanctions de l'UE, 31 juil. 2018
Garde-côtes russes	Ont bloqué trois navires de la marine ukrainienne dans le détroit, ouvert le feu et les ont saisis (25 nov. 2018)	Ordonnance du TIDM, 25 mai 2019	—

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

Le pont a été construit et est exploité par l'État russe sur un territoire que l'Assemblée générale reconnaît comme ukrainien. La responsabilité de sa construction incombe à la Russie en tant qu'État et aux entreprises qui l'ont construit.

Le Service de sécurité et les forces armées de l'Ukraine ont déclaré avoir mené les frappes de 2022, 2023, 2025 et de novembre 2026.

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

Le Comité d'enquête russe a ouvert une affaire pénale pour acte de terrorisme après l'explosion du 8 octobre 2022 (AP, 9 oct. 2022).

Le ministère russe des Transports a suspendu le trafic routier et ferroviaire le 17 novembre 2026.

Colonne sanctions : désignations de l'UE uniquement ; les autres régimes de sanctions n'ont pas été vérifiés pour cette version.

Sources : A — Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/262 (27 mars 2014), A/RES/73/194 (17 déc. 2018 ; communiqué de presse GA/12108), A/RES/74/17 (9 déc. 2019) ; TIDM, ordonnance du 25 mai 2019. B — Conseil de l'UE, 31 juil. 2018 (via Euronews) ; Service de sécurité de l'Ukraine (2023, 2025, 17 nov. 2026) ; Président de l'Ukraine, 17 nov. 2026 (via Ukrainska Pravda). C — RFE/RL, 23 déc. 2019 ; Euromaidan Press, 27 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; Ukrainska Pravda, 17 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; The Moscow Times, 3 juin 2025 ; accord du 24 déc. 2003 (traduction non officielle). RU — V. Poutine, 9 oct. 2022 (AP via Courthouse News Service) ; kremlin.ru, 15 mai 2018 ; S. Axionov, 16–17 nov. 2026 ; ministère russe des Transports, 17 nov. 2026. Tous consultés le 17 nov. 2026.

PONT DE KERTCH
V1.1 · 17 NOV 2026 · LIVE VERSION AND CORRECTIONS LOG ON THE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

PONT DE KERTCH VÉRIFICATION · CE QUE DIT LA RUSSIE DU PONT

« UNE INFRASTRUCTURE CIVILE D'IMPORTANCE CRITIQUE »

Après chaque frappe, la Russie qualifie le pont d'infrastructure civile et l'attaque de terrorisme. L'Assemblée générale considère la Crimée comme un territoire ukrainien sous occupation et a condamné le pont lui-même.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

VLADIMIR POUTINE · RÉUNION AVEC LE CHEF DU COMITÉ D'ENQUÊTE · 9 OCT. 2022

« Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un acte terroriste visant à détruire une infrastructure civile d'importance critique. »

AP, via Courthouse News Service, 9 oct. 2022

TROMPEUR

L'« infrastructure civile » est un pont que la Russie a construit sur un territoire ukrainien occupé, et dont l'Assemblée générale a condamné la construction (A/RES/73/194). Il achemine aussi le trafic ferroviaire vers la Crimée, où la Russie stationne des forces pour sa guerre contre l'Ukraine.

Ce que l'affirmation concède : Rien sur la raison pour laquelle un pont construit sans le consentement de l'Ukraine, sur le territoire ukrainien, devrait être hors d'atteinte pour l'Ukraine.

POUR ÊTRE JUSTE

L'Ukraine a publiquement revendiqué les attaques de 2022, 2023, 2025 et 2026 ; le pont est utilisé par des civils comme par les militaires.

Les déclarations russes sur les dégâts et sur la circulation émanent de responsables de l'occupation et du gouvernement russe ; elles sont marquées RU.

Sources : A — Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/262 (27 mars 2014), A/RES/73/194 (17 déc. 2018 ; communiqué de presse GA/12108), A/RES/74/17 (9 déc. 2019) ; TIDM, ordonnance du 25 mai 2019. B — Conseil de l'UE, 31 juil. 2018 (via Euronews) ; Service de sécurité de l'Ukraine (2023, 2025, 17 nov. 2026) ; Président de l'Ukraine, 17 nov. 2026 (via Ukrainska Pravda). C — RFE/RL, 23 déc. 2019 ; Euromaidan Press, 27 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; Ukrainska Pravda, 17 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; The Moscow Times, 3 juin 2025 ; accord du 24 déc. 2003 (traduction non officielle). RU — V. Poutine, 9 oct. 2022 (AP via Courthouse News Service) ; kremlin.ru, 15 mai 2018 ; S. Axionov, 16–17 nov. 2026 ; ministère russe des Transports, 17 nov. 2026. Tous consultés le 17 nov. 2026.

PONT DE KERTCH
V1.1 · 17 NOV 2026 · LIVE VERSION AND CORRECTIONS LOG ON THE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

PONT DE KERTCH LE DROIT ET CE QUE NOUS DEMANDONS

UN OCCUPANT NE PEUT PAS BÂTIR SA SOUVERAINETÉ

L'Assemblée générale a condamné le pont comme partie de l'occupation de la Crimée, et ses constructeurs sont sous sanctions. L'Ukraine le considère comme un objectif militaire dans la guerre déclenchée par la Russie.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/73/194 (17 déc. 2018, 66–19–72) : condamne la construction et l'ouverture du pont du détroit de Kertch par la Fédération de Russie.

Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/74/17 (9 déc. 2019) : constate l'entrave intentionnelle à la circulation dans le détroit de Kertch.

TIDM, ordonnance du 25 mai 2019 (19 voix contre 1) : la Russie doit libérer les navires et les militaires saisis dans le détroit.

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Consolidation de l'occupation de la Crimée par les infrastructures (Conseil de l'UE, 31 juil. 2018) ; entrave au passage vers la mer d'Azov (A/RES/74/17).

La Russie a ouvert des affaires pénales pour « terrorisme » après les frappes de 2022 et suivantes (Comité d'enquête, via AP, 9 oct. 2022).

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

Ukraine : une construction illégale sur son territoire et une cible militaire ; une voie d'approvisionnement des forces russes en Crimée et dans le sud.

Russie : « infrastructure civile d'importance critique » ; les frappes relèvent du terrorisme.

LES RÈGLES APPLICABLES

Charte des Nations Unies, art. 2(4) ; A/RES/68/262 : intégrité territoriale de l'Ukraine.

Accord de coopération sur l'utilisation de la mer d'Azov et du détroit de Kertch (24 déc. 2003), art. 2(1) : liberté de navigation pour les navires des deux États.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

L'état de la section ferroviaire après le 17 novembre 2026.

Combien de temps le trafic routier et ferroviaire restera suspendu.

Quels autres régimes de sanctions visent les constructeurs et exploitants du pont.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Aucune reconnaissance. Aucune reconnaissance de l'occupation de la Crimée, du pont, ni d'une quelconque « frontière » qu'il serait censé marquer.

Aucun allègement des sanctions. Maintenir les sanctions contre toute entreprise qui a construit, entretient ou répare le pont, et y ajouter celles qui effectuent aujourd'hui les réparations.

Garder le détroit ouvert. Respecter la liberté de navigation dans le détroit de Kertch et la mer d'Azov, comme l'exigent l'accord de 2003 et l'Assemblée générale.

Inscrire le dossier au procès-verbal. Dans chaque débat sur la Crimée et la mer Noire, citer les résolutions 73/194 et 74/17 et l'ordonnance du TIDM du 25 mai 2019.

Sources : A — Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/262 (27 mars 2014), A/RES/73/194 (17 déc. 2018 ; communiqué de presse GA/12108), A/RES/74/17 (9 déc. 2019) ; TIDM, ordonnance du 25 mai 2019. B — Conseil de l'UE, 31 juil. 2018 (via Euronews) ; Service de sécurité de l'Ukraine (2023, 2025, 17 nov. 2026) ; Président de l'Ukraine, 17 nov. 2026 (via Ukrainska Pravda). C — RFE/RL, 23 déc. 2019 ; Euromaidan Press, 27 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; Ukrainska Pravda, 17 juil. 2023 et 17 nov. 2026 ; The Moscow Times, 3 juin 2025 ; accord du 24 déc. 2003 (traduction non officielle). RU — V. Poutine, 9 oct. 2022 (AP via Courthouse News Service) ; kremlin.ru, 15 mai 2018 ; S. Axionov, 16–17 nov. 2026 ; ministère russe des Transports, 17 nov. 2026. Tous consultés le 17 nov. 2026.

PONT DE KERTCH
V1.1 · 17 NOV 2026 · LIVE VERSION AND CORRECTIONS LOG ON THE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

PHOTO & VIDEO RECORD APPENDIX

THE KERCH BRIDGE: BUILT WITHOUT CONSENT, BROKEN ON 17 NOVEMBER

1 photograph from official sources, as shown on the live page. Each image is credited and openly licensed; videos are linked to the official post (scan the code). No image shows the dead; graphic aftermath is blurred in print. The downloadable pack on the live page holds the full-size files and their SHA-256.

UKRAINE EVIDENCE HUB
VERIFIED RECORD
OCT 2026



Opening of the road section of the Kerch bridge, 15 May 2018

kremlin.ru · 2018-05-15 · CC BY 4.0

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Opening_of_the_Crimean_bridge_(2018-05-15)_16.jpg

Live page and evidence pack (ZIP): ukraine-evidence.org/#cases/hist-kerch-bridge/media. This appendix is not an evidence repository: original material is held by the Office of the Prosecutor General of Ukraine (warcrimes.gov.ua) and the ICC Office of the Prosecutor.